

FAIRE SOCIÉTÉ, FAIRE DÉMOCRATIE

MUNICIPALES 2026

PLAIDOYER DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ARIEGE

FAIRE SOCIÉTÉ, FAIRE DÉMOCRATIE

Face à la convergence d'une triple crise démocratique, sociale et écologique, les communes et intercommunalités restent l'échelon décisif de l'action publique et d'une démocratie de la proximité et du quotidien. Elles se singularisent dans de nombreuses enquêtes comme les institutions publiques qui fédèrent le plus la confiance et les attentes d'une population, trop souvent victimes d'inégalités et de difficultés croissantes, gagné pour beaucoup par l'inquiétude, le sentiment d'abandon, si ce n'est la défiance voire le rejet. Cependant les Communes ne peuvent relever seules ces défis.

Vectrices de participation citoyenne, d'émancipation, de cohésion sociale et de solidarité, les associations locales sont des partenaires essentiels des collectivités locales pour faire société et faire démocratie sur tous les territoires. Parce que les associations mobilisent plus de 6 millions de bénévoles et près de 1,9 million de salariés (dont 470 000 dans le seul champ de l'éducation populaire), elles sont également des acteurs indispensables du développement local et de l'attractivité des territoires.

Actrices indispensables de l'intérêt général au quotidien, les associations locales connaissent cependant une crise inédite, autant par la baisse continue des moyens publics qui permettent leur action, que par la remise en cause croissante des libertés associatives essentielles à la vitalité démocratique et à la confiance des habitants.

Le monde associatif s'est ainsi fortement mobilisé à l'appel du Mouvement Associatif le 11 octobre dernier pour alerter les décideurs publics sur les risques portés à notre modèle social et démocratique par le risque d'effondrement de la vie associative locale, et singulièrement de l'éducation populaire.

Alors que les contraintes budgétaires s'accroissent continûment depuis de nombreuses années, et que notre pays peine à se doter d'un budget, il apparaît ainsi plus que jamais indispensable que les futurs exécutifs locaux préservent et renforcent leur ambition en matière d'égalité d'accès aux droits fondamentaux pour leurs habitant-e-s, tout en soutenant la vie associative locale, même si ces politiques relèvent parfois de compétences optionnelles trop souvent sacrifiées sur l'autel de la rigueur budgétaire.

Face à la progression des logiques de rejet, de repli identitaire et de stigmatisation, il est plus que jamais essentiel de préserver l'éducation, la solidarité et l'égalité des droits. Cela ne peut se concevoir sans un soutien résolu à la vie associative, à l'éducation populaire et à l'engagement citoyen. Voici quelques propositions pour faire vivre cette ambition. Pour faire société et faire démocratie sur tous nos territoires.

Pour un droit à la participation citoyenne et un soutien à la vie associative locale, vectrices de cohésion sociale, de solidarité et d'innovation locale

La commune est le premier espace démocratique où se construit le vivre-ensemble.

- Défendre les libertés associatives et l'esprit de la loi de 1901
- Revaloriser le partenariat pouvoirs publics – associations

Pour des politiques éducatives territoriales soucieuses de continuité et de lutte contre les inégalités

Les propositions de la Convention Citoyenne sur les Temps de l'Enfant, et l'avis de la commission Education-Culture du CESE ont récemment mis en avant des propositions centrales pour conforter le droit à l'éducation et la lutte contre les inégalités éducatives.

- faire de la continuité éducative et de la coopération locale une priorité politique forte.

Pour une école publique laïque, forte et émancipatrice

L'école publique laïque demeure l'un des fondements essentiels de notre démocratie. Face aux tensions idéologiques, aux offensives réactionnaires et aux logiques de séparatisme social qui s'accroissent, il est indispensable de réaffirmer son rôle irremplaçable

- Prioriser les investissements publics vers les écoles publiques,
- Soutenir les projets éducatifs laïques et les actions qui favorisent l'émancipation, la culture, la citoyenneté et l'esprit critique au sein des écoles publiques.

Pour une éducation citoyenne et critique au numérique

L'éducation numérique est devenue un enjeu majeur pour garantir l'égalité d'accès aux droits, développer l'esprit critique et permettre une participation citoyenne réelle. Les collectivités jouent un rôle essentiel pour accompagner les habitants, protéger les plus jeunes et construire un numérique plus éthique et plus inclusif

- Garantir un droit à l'accompagnement numérique pour tous
- Faire de l'Éducation aux Médias et à l'Information un axe essentiel du projet éducatif local
- Soutenir les coopérations locales avec éducation populaire, pour une éducation aux écrans dès le plus jeune âge.

Pour le droit à la mobilité et aux vacances pour tous les enfants et jeunes

Le droit à la mobilité et aux vacances est un droit fondamental, inscrit dans la Convention internationale des droits de l'enfant. Pourtant, chaque année, plusieurs millions d'enfants ne partent pas en vacances et restent privés d'expériences essentielles à leur éducation, leur épanouissement et leur ouverture au monde. Les séjours collectifs, les classes de découvertes et les loisirs éducatifs ne sont pas des « extras » : ils sont des temps éducatifs à part entière.

- Faire du droit à la mobilité et au départ un axe important du projet éducatif local.
- Maintenir et renforcer le soutien aux classes de découvertes, premières expériences de mobilité éducative
- Développer et maintenir des accueils périscolaires et extrascolaires de qualité
- Faciliter l'accès aux loisirs, à la culture et au sport pour tous les enfants

Pour un droit à un environnement garantissant le bien-être et la santé pour tous les habitants.es

Face à l'urgence écologique, les communes jouent un rôle déterminant : c'est à l'échelle de nos quartiers, de nos écoles, de nos espaces naturels et de nos services publics que se construisent les réponses les plus concrètes et les plus efficaces

- Soutenir les partenariats entre associations environnementales, établissements scolaires, structures éducatives, et acteurs économiques,
- Soutenir les classes dehors et les pédagogies en plein air,

Pour un droit à la culture, vectrice d'ouverture et de lutte contre les replis

L'accès à la culture est un droit fondamental, aujourd'hui menacé par les baisses de moyens imposées aux collectivités : 2,2 milliards d'euros en moins, des budgets culturels en recul dans 13 % des territoires, et des DRAC amputées jusqu'à 15 %. Ces coupes fragilisent tout l'écosystème culturel : associations, lieux, artistes, médiation, éducation artistique et populaire.

- Garantir l'application des droits culturels
- Protéger et renforcer les financements culturels locaux,
- Généraliser l'Éducation Artistique et Culturelle (EAC)
- Développer des actions de médiation culturelle de proximité,

Des jeunes engagées, reconnues et soutenues pour préparer l'avenir

Les jeunes sont en première ligne face à des défis majeurs : urgence écologique, santé mentale, fractures sociales, montée des extrêmes. Pourtant, elles restent trop souvent reléguées au rôle de spectatrices. Reconnaître leur capacité à agir, c'est leur donner les moyens de participer pleinement à la vie démocratique et de construire leur avenir et celui des territoires.

- Renforcer la participation et la représentation des jeunes
- Soutenir et valoriser la diversité des formes d'engagement.
- Garantir l'accessibilité du dispositif de service civique à tous les jeunes et développer des missions contribuant à la mise en œuvre des politiques locales.
- Soutenir le passage du BAFA/BAFD pour les jeunes de la commune (bourses, troc de compétences).

Pour le développement de la pratique sportive, accessible à toutes et tous, à l'école et sur tous les temps de vie

Le développement des pratiques sportives qui répond à des enjeux de santé et de bien-être, de cohésion sociale et de vivre ensemble, d'éducation et de citoyenneté, doit être un axe majeur de toute politique locale.

Le sport vit et fait vibrer nos territoires grâce aux politiques locales d'animation et d'inclusion

LES SPORT POUR TOUS : UN LEVIER D'INCLUSION ET DE VITALITÉ LOCALE (propositions de l'UFOLEP)

- Faire découvrir les clubs à l'école
- Intégrer le sport dans les politiques de santé publique, Développer les Maisons Sport-Santé,
- Promouvoir l'inclusion et la diversité

LE SPORT À L'ÉCOLE, VECTEUR DE SANTÉ ET DE CITOYENNETÉ (propositions de l'USEP)

L'USEP, fédération du sport scolaire du 1er degré, déploie son projet éducatif dans les politiques sportives locales en visant à former les citoyens sportifs de demain. Parce que les enfants auront pris l'habitude d'exercer diverses responsabilités dans l'organisation et le déroulement de leur rencontre sportive scolaire, ils deviendront des adultes prêts à s'investir dans le mouvement associatif et à participer à la vie de leur commune

- Soutenir la création d'une association sportive USEP dans toutes les écoles
- Offrir à tous les enfants un parcours sportif et associatif cohérent à travers un projet territorial
- Favoriser la mise en œuvre des rencontres USEP par les associations d'école (équipement, transports, moyens humains, ...)
- Aider financièrement la prise de licence USEP pour les enfants des écoles publiques

MUNICIPALES 2026

PLAIDOYER DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

Mouvement laïque d'éducation populaire,
la Ligue de l'enseignement propose des activités
éducatives, culturelles, sportives et de loisirs,
à travers 102 fédérations départementales
qui accompagnent des associations présentes
dans 24 000 communes.

S'engager à la Ligue, c'est apprendre par et avec les
autres, faire vivre la convivialité et la fraternité.

S'engager à la Ligue, c'est construire de la solidarité
et agir contre les inégalités.

S'engager à la Ligue, c'est prendre sa part d'une
démocratie qui implique tous ses citoyen·nes.

S'engager à la Ligue, c'est créer un lien entre
des actes à la mesure de chacun·e et des combats
à l'échelle de l'humanité.

Rejoignez-nous !

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux :



www.laligue.org

13 rue Lt Paul Delpech 09 0000 FOIX - 05 61 02 06 45

